

De Bruxelles à Madrid, l'appel de trois think tanks européens à réveiller l'Europe – L'Express

E [lexpress.fr/monde/europe/de-bruxelles-a-madrid-lappel-de-trois-think-tanks-europeens-a-reveiller-leurope-M34YEFGIOFDDDBKAJBU7RQR244Q](https://www.lexpress.fr/monde/europe/de-bruxelles-a-madrid-lappel-de-trois-think-tanks-europeens-a-reveiller-leurope-M34YEFGIOFDDDBKAJBU7RQR244Q)

Corentin Pennarguear

June 26, 2026

Evian, centre du monde. Les 15 et 16 juin, la Haute-Savoie a accueilli le gratin de la scène politique mondiale [pour le G7](#), de Donald Trump à Volodymyr Zelensky en passant par l'émir du Qatar et les géants de l'intelligence artificielle. Le temps d'un sommet, un semblant de dialogue s'est renoué entre Américains [et Européens](#). Mais notre continent a perdu de sa naïveté cette année, après les menaces de la Maison-Blanche visant le Groenland, les atermoiements de Trump sur la Russie et sa décision récente de limiter l'accès de l'IA américaine à ses alliés.

Ces questions majeures pour l'avenir de l'Europe seront au menu [des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence](#), les 2-3-4 juillet, organisées par Le Cercle des Economistes. Des acteurs géopolitiques de premier plan, comme le Premier ministre du Groenland, viendront débattre avec la crème des spécialistes, des chefs d'entreprise et de nombreux candidats à la présidentielle française au sein de la plateforme du Dialogue économique mondial, un espace réunissant des centres de réflexion venus de toute la planète.

A cette occasion, L'Express a proposé à trois think tanks européens de réfléchir à la place de l'Europe sur cette nouvelle carte du monde.

Ni herbivore, ni carnivore : construisons l'ankylosaure européen

Jeromin Zettelmeyer, directeur de l'Institut Bruegel à Bruxelles, propose sa vision d'une Europe dont les imposantes griffes lui permettraient de se défendre.

Surmonter le nationalisme à l'intérieur de l'Europe est la *raison d'être* de l'Union européenne. L'UE a aussi toujours rejeté un nationalisme européen, et ce pour deux raisons. D'abord pour la cohérence : Liberté, Égalité, Fraternité s'appliquent aux êtres humains, pas seulement au sein de l'Europe. Ensuite, son propre intérêt : la prospérité de l'UE repose sur des règles internationales qui protègent le commerce et la sécurité.

Le nationalisme a récemment fait son grand retour mondial. Le Brexit et la première administration Trump en ont été les manifestations initiales ; "Trump 2" est bien pire. La Chine est devenue une menace pour la sécurité et la prospérité de l'Europe à travers son soutien à la Russie, sa coercition impliquant nos chaînes logistiques essentielles, et des politiques commerciales et industrielles mercantilistes.

Comment l'Europe devrait-elle réagir ? Une opinion largement répandue est que nous devrions suivre l'exemple des pays qui nous menacent. Comme l'a dit le président Macron : "Le monde est fait d'herbivores et de carnivores. Si on décide de rester des herbivores, les carnivores gagneront et nous serons un marché pour eux."

Cette vision n'est qu'à moitié correcte.

Pour ne pas être dévorée, l'Europe doit dissuader l'agression. Le réarmement et une intégration militaire plus étroite constituent donc le socle de l'autonomie stratégique. Nous devons aussi réduire les dépendances dans tous les domaines où celles-ci pourraient être utilisées pour nous menacer, de la technologie aux matières premières critiques.

Cependant, faire face à la menace chinoise est plus complexe que de simplement s'opposer à une brute.

Certes, la surcapacité, les prix cassés et la sous-évaluation du taux de change résultent de choix politiques. Comme la Chine est immense, l'impact s'avère considérable. En conséquence, l'industrie européenne devra être protégée. Mais il faut le faire de la bonne manière : sans subventionner une production qui devrait diminuer, et en utilisant des instruments de défense commerciale conformes à l'OMC. Malheureusement, l'"Industrial Accelerator Act" récemment mis sur la table par l'UE ne remplit pas ces conditions.

Aussi, les responsables européens doivent comprendre qu'une part importante de la menace de concurrence chinoise est structurelle. Même si la Chine arrêta de subventionner ses industries, stimulait sa consommation et appréciait le RMB [NDLR : Yuan] de 20 %, l'Europe ne reviendrait pas à l'époque où l'Allemagne était l'*Exportweltmeister* [NDLR : le champion du monde de l'exportation]. La Chine a rattrapé son retard technologique, tout en continuant de bénéficier des avantages liés à l'échelle et à des coûts du travail plus faibles.

Il s'ensuit que l'Europe ne peut pas se contenter du seul jeu de la protection. Les industries ou les étapes de production pour lesquelles elle n'a pas d'avantage comparatif — même dans des conditions de concurrence équitables — doivent être progressivement supprimées. Là où elle a un avantage, les conditions de croissance doivent être améliorées. Cela implique de rendre la main-d'œuvre plus mobile et flexible, et de renforcer les régions dont les compétences ou la proximité avec des sources d'énergie en font des lieux privilégiés pour une nouvelle croissance.

L'Europe ne peut pas continuer à être un mouton. Elle ne devrait pas non plus devenir un carnivore mais plutôt s'inspirer de l'ankylosaure : un grand herbivore muni de griffes. Elle doit s'en servir non pas pour blesser d'autres pays, mais pour les contraindre à respecter des règles internationales. Et elle doit améliorer son alimentation : moins de subventions, davantage de réformes.



Le président chinois Xi Jinping serre la main du président américain Donald Trump, lors d'une visite du Temple du Ciel, le 14 mai 2026 à Pékin, en Chine.

© / ZUMA PRESS/MAXPPP/MAXPPP

La bataille mondiale de l'IA, un risque et une opportunité pour l'Europe

Dora Meredith, directrice d'ODI Europe et ancienne fonctionnaire britannique, souligne l'importance géopolitique du développement de l'intelligence artificielle.

Le 12 juin, l'administration Trump a décidé d'interdire à tout ressortissant étranger l'utilisation des deux modèles [les plus puissants d'Anthropic](#), géant américain de [l'intelligence artificielle](#) (IA). Cette situation me fait penser à la phrase de la députée européenne finlandaise Aura Salla : "l'Europe ne peut pas continuer de construire son avenir technologique avec des outils qui peuvent être éteints du jour au lendemain par des gouvernements étrangers." Elle a tout à fait raison et sa déclaration préfigure les risques qui ne manqueront pas de se développer dans les années à venir pour notre continent. L'IA, au fond, symbolise le siècle à venir pour l'Europe, tant elle façonnera nos économies, nos sociétés et nos intérêts.

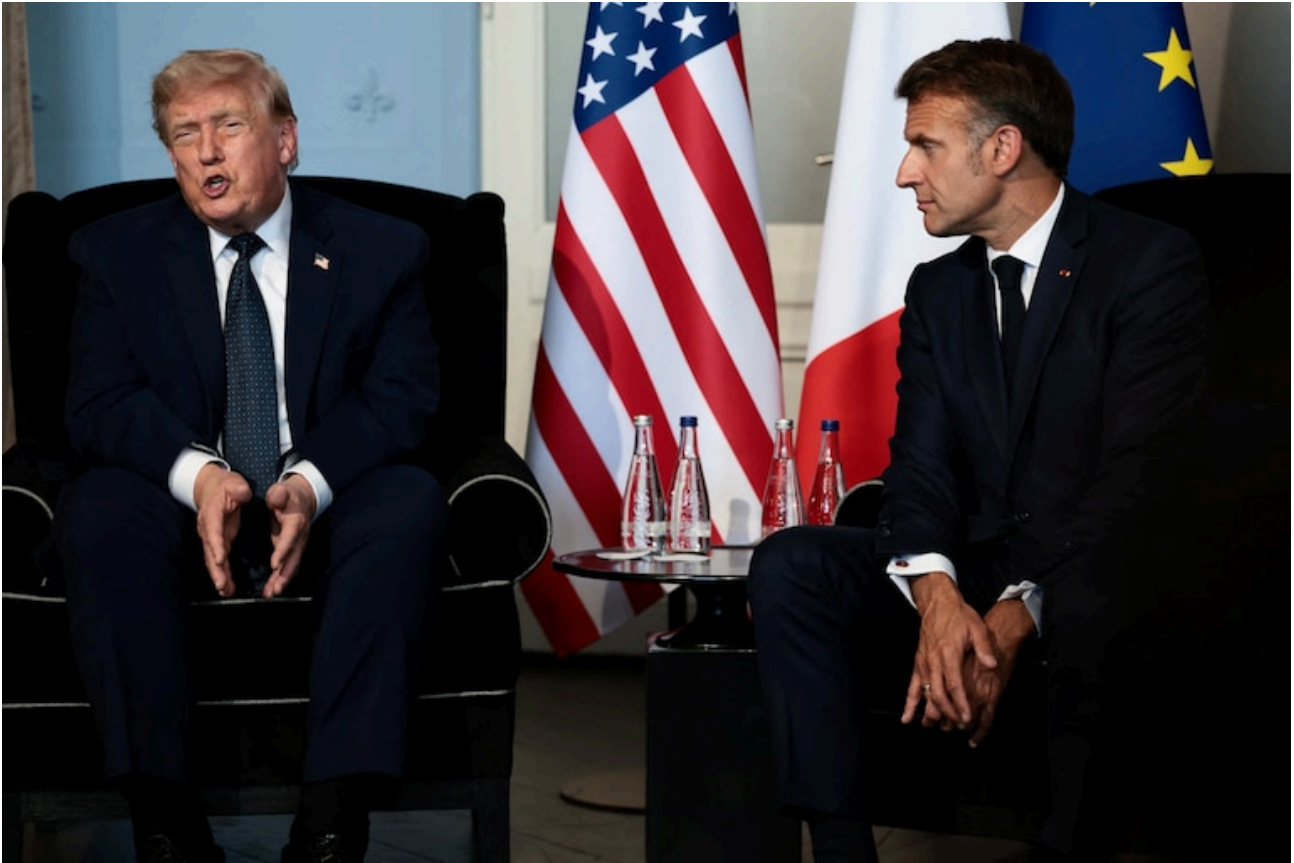
La Commission vient de proposer un train de mesures sur la souveraineté technologique européenne, qui vise à renforcer nos capacités dans les domaines des semi-conducteurs, de l'IA, du cloud et de l'open source. C'est une réponse directe aux menaces identifiées, et un pas dans la bonne direction. Mais l'essentiel reste à venir : la volonté politique d'aller au

bout et de transformer ces annonces en réalisations concrètes. À ce stade, tout reste à faire.

L'Europe doit garder trois priorités en tête. D'abord, investir à la hauteur des enjeux pour développer nos propres solutions européennes. C'est à cette condition que nous gagnerons davantage d'autonomie, et donc la capacité à établir, durablement, les normes et les règles qui encadrent cette technologie. Quelques signaux d'investissement public commencent à émerger, mais nous sommes encore loin du compte.

Ensuite, bâtir des partenariats fiables. L'Europe ne peut pas tout concevoir et produire seule : elle doit clarifier ce qu'elle veut maîtriser et ce qu'elle peut faire, efficacement, avec d'autres. L'autonomie ne suffit pas ; il faut aussi de l'interdépendance. De nombreux pays contestent le choix binaire imposé par l'équation Chine–États-Unis. L'Europe peut et doit devenir une alternative crédible. Or le débat actuel sous-estime l'influence grandissante de ces puissances émergentes et le fait que la croissance se dessinera demain en Indonésie, en Inde ou sur le continent africain. Ce sont les économies du futur, travailler avec elles sur l'IA représente pour l'Europe une opportunité immense.

Enfin, réguler. La réglementation sera décisive pour limiter les risques que l'IA fait peser sur nos sociétés. Mais, là aussi, l'Europe ne pourra pas agir seule. Nous vivons dans un monde globalisé : pour peser, nous devons construire des coalitions. Le partenariat numérique UE–Brésil sur la gestion des données en est un bel exemple. Les sommets internationaux sur l'IA sont également encourageants, mais ils ne débouchent pas encore sur un calendrier commun de régulation. C'est précisément cet objectif que l'Europe doit poursuivre. À défaut, nous risquerions une course vers l'abîme où l'IA bouleverserait massivement le marché du travail sans que l'avenir des salariés ne soit véritablement pris en considération.



Donald Trump et Emmanuel Macron lors du G7 à Evian, en juin 2026.

© / REUTERS

L'Europe, leader indispensable des puissances moyennes

Maria Elena Agüero, présidente du Club de Madrid, encourage notre continent à dicter le rythme des puissances moyennes face aux superpuissances chinoises et américaines.

En avril 2025, Ursula von der Leyen déclarait que "l'Occident, tel que nous le connaissons, n'existe plus". Quelques mois plus tard, à Davos, le Premier ministre canadien Mark Carney précisait le diagnostic : nous vivons "une rupture, pas une transition", et les puissances moyennes doivent agir ensemble car "si nous ne sommes pas à la table, nous serons au menu".

L'ordre né après 1945 ne s'adapte pas, il se fragmente. Le retour de Donald Trump a accéléré des tendances déjà à l'œuvre : repli américain vers un nationalisme transactionnel, rivalité croissante avec la Chine et paralysie des institutions multilatérales. La question n'est plus de savoir comment préserver l'ordre ancien mais de savoir qui saura gouverner l'interdépendance dans le nouveau.

Le projet "Middle Powers" du Belfer Center de Harvard conclut que les puissances moyennes "se taillent un espace d'influence dans un monde de plus en plus divisé". Leur force ne réside pas dans leur capacité à imposer mais dans leur capacité à rassembler. Pourtant, cet avantage n'est pas garanti, tant il reste difficile de maintenir une solidarité entre des pays ayant des intérêts et des réalités si différentes.

L'expérience récente fournit des signaux préoccupants. Face aux droits de douane de Trump, la plupart des pays ont choisi de négocier séparément avec Washington. Le Mexique a déployé des milliers d'agents à sa frontière nord en échange d'une suspension temporaire des droits de douane, sans mettre fin au conflit. Le Brésil a résisté avec davantage de fermeté, mais a payé un prix élevé avec des droits de douane de 50 % sur ses exportations. La leçon est claire : face à une superpuissance, la réponse individuelle fonctionne rarement.

Trois défis détermineront la pertinence de ces coalitions. Le premier est géopolitique : empêcher que la logique bipolaire entre Washington et Pékin ne réduise les puissances moyennes à des partenaires subalternes contraints de s'aligner. Le deuxième concerne la légitimité : les pays du Sud global ne sont plus des destinataires passifs, ils ont leurs propres agendas et des alternatives en croissance, des BRICS aux institutions financières portées par la Chine. Le troisième défi est celui de l'efficacité : les coalitions ne seront pertinentes que si elles produisent des biens publics mondiaux que les grandes puissances ne fournissent pas.

Face à ces défis, une doctrine opérationnelle a émergé. [Le président finlandais Alexander Stubb](#), membre du Club de Madrid, la définit comme un "réalisme fondé sur des valeurs" : une fermeté dans la défense de principes fondamentaux, combinée à du pragmatisme face aux limites réelles du pouvoir. À cela, Carney ajoute la géométrie variable : non pas un nouveau bloc géopolitique, mais des coalitions différentes pour des problèmes différents — commerce, climat, intelligence artificielle, démocratie. Des réseaux flexibles plutôt que des alliances rigides.

C'est ici que l'Europe occupe une position singulière. Ce n'est pas une puissance moyenne de plus mais le seul acteur qui combine une ampleur économique, une densité institutionnelle et une présence mondiale suffisante pour établir de véritables passerelles entre le Nord et le Sud. Les initiatives récentes illustrent ce potentiel. Le sommet "En défense de la démocratie" à Barcelone (dont la prochaine édition aura lieu au Mexique) traduit une dynamique de plus en plus horizontale. La Plateforme pour l'investissement public mondial, portée par le Club de Madrid, le GPIN et la CAF, ainsi que l'initiative sur la fiscalité des grandes fortunes, impulsée par l'Espagne et le Brésil, sont des exemples concrets de géométrie variable en action.

Mais l'Europe court le risque de se limiter à gérer l'incertitude sans proposer et porter des alternatives. Pour diriger des coalitions efficaces, il faut combiner légitimité et capacité d'exécution : financement, accès aux marchés, technologie et investissements climatiques. Pendant que l'Australie, le Japon, l'Inde et le Canada redéfinissent leur autonomie stratégique, l'espace que l'Europe ne prendra pas sera occupé par d'autres.

Le XXIème siècle ne verra pas la disparition des superpuissances. La question décisive est ailleurs : qui fournira les biens publics mondiaux que leur rivalité laisse sans réponse ?

C'est là que se trouve l'opportunité — et la responsabilité — des puissances moyennes. L'Europe doit décider si elle s'adapte à un monde défini par d'autres, ou si elle mène les alliances qui détermineront la manière dont on gouverne l'interdépendance au cours du siècle à venir.